



## VILLE DE MONTRY

### Budget ville

#### ROB 2018

### Table des matières

|       |  |    |
|-------|--|----|
| 1.    | Le contexte économique .....                                 | 2  |
| 2.    | La loi de finances 2018 .....                                | 3  |
| 3.    | Situation et orientation budgétaires de la collectivité..... | 4  |
| 3.1   | L'exercice 2017 .....  | 6  |
| 3.1.1 | La section fonctionnement.....                               | 7  |
| 3.1.2 | La section investissement.....                               | 8  |
| 4.    | La chaîne des reports .....                                  | 10 |
| 5.    | Le budget 2018.....  | 11 |
| 5.1   | Section fonctionnement.....                                  | 12 |
| 5.2   | Section investissement.....                                  | 13 |
| 6.    | Encours de la dette.....                                     | 14 |
| 7.    | Les projets communaux 2018-2020 .....                        | 14 |
| 8.    | Prospective 2018-2022.....                                   | 16 |

## 1. Le contexte économique

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2017, la croissance a maintenu son rythme modéré de + 0,6% T/T, s'inscrivant dans le prolongement des 4 trimestres précédents, la croissance oscillant entre 0,5% et 0,6% T/T depuis fin 2016. Cette dynamique est principalement le fait de la consommation privée, moteur traditionnel de la croissance française. En revanche, les investissements ont continué de décélérer pour le troisième trimestre consécutif en raison du ralentissement des investissements des ménages comme de celui des entreprises.

Au regard de la bonne tenue des indicateurs avancés, la progression du PIB devrait excéder en 2017 la croissance potentielle et afficher une nette accélération par rapport à 2016 en atteignant + 1,9% en moyenne pour 2017 et +1,8% en 2018, avant de décélérer à + 1,4% en 2019 en raison de la difficile accélération de la croissance lorsque le taux de chômage rejoint son niveau structurel.

La baisse du chômage constitue toujours un véritable enjeu, car elle conditionne la prudence des ménages comme en témoigne le taux d'épargne assez élevé du T3 (14,5%). Selon Eurostat, après avoir atteint un pic mi-2015 à 10,6%, le taux de chômage a baissé jusqu'à 9,5% en mai 2017 avant de repartir légèrement à la hausse pendant l'été (9,6% en juillet et août), suite à la fin de la prime d'embauche accordée aux PME fin juin 2017 et à la réduction des emplois aidés. Depuis le taux de chômage est reparti à la baisse atteignant 9,2% en novembre.

A l'instar de la zone euro, la croissance française continue de bénéficier de certains facteurs favorables malgré le retour de l'inflation.

En dépit d'un ralentissement de mai à juillet 2017, l'inflation poursuit sa remontée progressive portée par le rebond des prix du pétrole, de sorte qu'en moyenne l'inflation a atteint 1% en 2017, un niveau bien supérieur à 2016 (0,2%), mais qui demeure modéré et ne pèse que faiblement sur le pouvoir d'achat. L'inflation devrait légèrement diminuer début 2018 en raison d'un effet de base avant de reprendre sa progression. En moyenne elle atteindrait 1,2% en 2018.

Selon les dernières statistiques disponibles, le redressement des finances publiques en 2016 a été de 3,4% du PIB, contre 3,3% initialement envisagé dans la loi de programmation des finances publiques (LFPF), grâce à une croissance contenue des dépenses, les prélèvements obligatoires étant restés stables (à 44,4%) en 2016.

Le premier projet de loi de finances du quinquennat du nouveau gouvernement réaffirme la volonté de respecter les engagements européens en matière de finances publiques en abaissant le déficit public en dessous du seuil de 3% du PIB à 2,9% en 2017. Plus généralement, le gouvernement s'est fixé comme objectifs entre 2018 et 2022 de réduire simultanément le niveau des dépenses publiques de 3 points de PIB et le taux des prélèvements obligatoires d'un point de PIB afin d'abaisser le déficit public de 2 points de PIB et la dette de 5 points de PIB

## 2 La loi de finances 2018

Plus que la loi de finances pour 2018 (LFI), c'est probablement la loi de programmation des finances publiques 2018 - 2022 (LPFP) qui marque de son empreinte les premières mesures budgétaires décisives pour les collectivités locales du nouveau quinquennat.

A l'accoutumée de ces dernières années, la LFI 2018 distille son lot d'ajustements ou de mesures correctives à caractère le plus souvent technique.

A ces mesures « ordinaires » viennent aussi s'ajouter deux dispositions qui peuvent être considérées comme majeures. L'une, même si elle avait été déjà annoncée, touche le dégrèvement de la taxe d'habitation pour 80% des redevables (pour l'instant) **et la confirmation de la compensation intégrale des dégrèvements par l'Etat**. L'autre, concerne le remplacement des mesures de réduction de la DGF pratiquée ces dernières années au titre de la contribution des collectivités locales au déficit public **par un pilotage annuel et pluriannuel des finances locales**.

Ce dernier point constitue un changement important de paradigme dont les contours définis par la **LPFP astreignent les collectivités à encore plus de vertu**.

Le législateur leur demande, en effet, de porter largement le désendettement public du quinquennat. A terme, l'objectif est de réaliser 13 milliards € d'économies pour ramener la dette des collectivités à 5,8 points de PIB en 2022 au lieu de 8,7 points en 2017. Les collectivités locales les plus importantes devront ainsi dégager 0,7 point de PIB (0,1 aujourd'hui) d'excédent budgétaire en 2022 (soit 19,5 milliards €). Pour atteindre cet objectif, leurs dépenses de fonctionnement devront baisser de 1,1 point de PIB sur l'ensemble du quinquennat et leurs besoins de financement diminuer. Leur endettement est aussi placé sous surveillance rapprochée puisqu'une nouvelle règle prudentielle définit une trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement pour les plus endettées.

En dépit de ces mesures, l'ambition affichée est aussi de ne pas pénaliser l'investissement. Les aides dont les collectivités devraient bénéficier à hauteur de 10 milliards - sur un total de 57 - du grand plan d'investissement sur la période 2018 - 2022 lancé par le Gouvernement en septembre 2017 contribueraient à les soutenir.

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2018 à 2022 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire qui vise la sortie au plus vite de la procédure européenne de déficit excessif se fixe trois principaux objectifs macro-économiques à l'horizon 2022 :

- une baisse de plus de 3 points de PIB de la dépense publique,
- une diminution d'1 point du taux de prélèvements obligatoires,
- une diminution de 5 points de PIB de la dette publique.

La contribution des collectivités locales au solde des administrations publiques pour l'année 2022 est fixée à 13 milliards €. Cet objectif nécessite une diminution annuelle du besoin de financement des collectivités (différence entre emprunts et remboursements de la dette) de 2,6 milliards €.

Cette contribution doit être supportée sur les seules dépenses de fonctionnement dont l'évolution doit être appréciée en fonction d'une trajectoire tendancielle de la dépense locale fixée à 1,2% par an. Cette évolution qui s'entend inflation comprise est calculée en tenant compte des budgets

PRINCIPAUX et ANNEXES. Elle ne concerne cette année que les communes de plus de 100 000 habitants.

### **Concours financiers de l'État (48,2 Mds €) aux collectivités locales : une quasi stabilité**

Les montants annuels maximum des concours financiers de l'État (en Mds €) aux collectivités territoriales sont fixés pour le quinquennat de la manière suivante :

| 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  |
|-------|-------|-------|-------|-------|
| 48.11 | 48.09 | 48.43 | 48.49 | 48.49 |

### **Principales mesures relatives aux collectivités locales**

#### **Dégrèvement de la taxe d'habitation (TH)**

La taxe d'habitation est due par les contribuables occupant un logement au 1er janvier de l'année, que ce soit leur résidence principale ou secondaire.

Le Gouvernement souhaite dispenser 80% des ménages du paiement de la TH sur la résidence principale. Pour ce faire, la LFI instaure, dès 2018, un dégrèvement progressif sur les 3 années à venir sous condition de ressources.

Les seuils d'éligibilité au dégrèvement sont fonction du revenu fiscal de référence (RFR) :

Les ménages remplissant ces conditions de ressources, bénéficieront d'un abattement de 30% de leur cotisation de TH de 2018, puis de 65% sur celle de 2019, avec pour objectif atteindre les 80% en 2020. Les 100% sont à l'étude actuellement.

Pour éviter les effets de seuils, un dégrèvement partiel est également mis en place pour les ménages respectant les seuils ci-contre :

#### **Réintroduction d'un jour de carence lors de congés maladie pour les personnels du secteur public**

Le jour de carence avait été introduit sur la période 2012 à 2014, notamment pour rapprocher la situation des personnels du secteur public de celle du secteur privé pour lequel 3 jours de carence sont institués. Cette disposition avait été retirée en 2014. La LFI réintroduit ce jour de carence dans les trois fonctions publiques dès 2018.

## **3. Situation et orientation budgétaires de la collectivité**

La situation financière de la commune est satisfaisante et donne enfin la capacité de s'engager dans des travaux de rénovations importants, en particulier dans le domaine de la voirie.

Les finances de la commune étant stabilisées en 2017, cet exercice sera notre exercice de référence pour envisager une simulation prospective pour les années 2018-2022. Bien sûr, cette vue prospective fait l'hypothèse, que l'état compense le manque à gagner généré par le dégrèvement de la taxe d'habitation à l'euro près et compense dans l'année. Ce à quoi il s'est engagé.

L'équipe municipale s'efforce de mettre en œuvre une politique continue d'amélioration du service aux habitants par les actions suivantes réalisées en 2017 :

- Un renforcement des services à la petite enfance (paiement en ligne des prestations périscolaire, aménagement espace Pergaud) ;
- Le recrutement d'un policier municipal ;
- Une réorganisation des services de la Mairie et le recrutement d'une responsable des services administratifs ;
- L'embauche de deux personnes aux services techniques et de deux vacataires à la saison des tontes) ;
- Le recrutement d'agent techniques pour le ménage, afin d'offrir un meilleurs service aux écoles et aux associations.

Les orientations budgétaires sont focalisées sur notre capacité à générer de l'autofinancement afin de poursuivre la politique d'investissement. Notre objectif pour les années à venir est de faire en sorte de maintenir notre épargne brute (DRF-RRF)<sup>1</sup> à un niveau d'au moins 250 000 € en fin d'exercice. Ainsi le budget 2018 est construit en tenant compte de cette contrainte.

Les ressources de la commune n'augmentant que légèrement, par le biais d'une population plus nombreuse, nous devons maintenir un niveau de dépenses de fonctionnement constant, ou tout au moins contenu à l'inflation au cours des années à venir, tout en améliorant le service à la population. Ceci est possible et nous l'avons démontré. Nous continuerons donc dans cet esprit.

---

<sup>1</sup> DRF : Dépenses Réelles de Fonctionnement  
RRF : Recettes Réelles de Fonctionnement

### 3.1 L'exercice 2017

| <b>Budget ville - fonctionnement</b>          |                  |                  |                  |
|---|------------------|------------------|------------------|
|   | <b>CA 2015</b>   | <b>CA 2016</b>   | <b>CA 2017</b>   |
| <b>Recettes</b>                               |                  |                  |                  |
| <b>Produits des services (70)</b>             | <b>341 062</b>   | <b>400 359</b>   | <b>434 453</b>   |
| <b>Impôts et taxes (73)</b>                   | <b>1 597 743</b> | <b>2 003 281</b> | <b>1 982 891</b> |
| Produit fiscal                                | 1 226 187        | 1 630 085        | 1 663 406        |
| Attribution de compensation                   | 371 556          | 371 556          | 300 368          |
| Autres recettes fiscales                      |                  | 1 640            | 19 117           |
| <b>Dotations et participations (74)</b>       | <b>951 458</b>   | <b>911 120</b>   | <b>927 576</b>   |
| Ensemble DGF                                  | 596 487          | 595 028          | 607 287          |
| Compensation exonération TA/TF                |                  |                  | 37 078           |
| FDPTP   | 112 342          | 113 559          | 117 657          |
| Autres recettes                               |                  |                  | 29 046           |
| Autres dotations et participations (7488)     | 242 629          | 202 532          | 136 508          |
| <b>Autres recettes de fonctionnement (75)</b> | <b>148 072</b>   | <b>93 149</b>    | <b>33 702</b>    |
| <b>Divers (013)</b>                           | <b>248 889</b>   | <b>213 508</b>   | <b>175 903</b>   |
| <b>Total recettes de gestion</b>              | <b>3 287 224</b> | <b>3 621 417</b> | <b>3 554 526</b> |
| Produits exceptionnels (78)                   | 1 679            | 1 540            | 4 722            |
| <b>Total recettes réelles</b>                 | <b>3 288 903</b> | <b>3 622 957</b> | <b>3 559 248</b> |
| <b>Dépenses</b>                               |                  |                  |                  |
| <b>Dépenses de personnel (012)</b>            | <b>2 021 459</b> | <b>1 873 431</b> | <b>1 747 942</b> |
| <b>Charges à caractère général (011)</b>      | <b>742 088</b>   | <b>771 987</b>   | <b>751 239</b>   |
| <b>Prélèvement FNGIR (014)</b>                | <b>0</b>         | <b>282 097</b>   | <b>282 097</b>   |
| <b>Autres dépenses de fonctionnement (65)</b> | <b>128 778</b>   | <b>120 678</b>   | <b>157 714</b>   |
| <b>Total dépenses de gestion</b>              | <b>2 892 325</b> | <b>3 048 192</b> | <b>2 938 992</b> |
| <b>Épargne de gestion</b>                     | <b>394 899</b>   | <b>573 224</b>   | <b>615 534</b>   |
| <b>Charges exceptionnelles (67)</b>           | <b>1 100</b>     | <b>370</b>       | <b>602</b>       |
| <b>Intérêts de la dette (66)</b>              | <b>131 937</b>   | <b>124 224</b>   | <b>102 236</b>   |
| <b>Total dépenses réelles</b>                 | <b>3 025 362</b> | <b>3 172 786</b> | <b>3 041 830</b> |
| <b>Épargne brute (résultat de l'exercice)</b> | <b>263 541</b>   | <b>450 170</b>   | <b>517 418</b>   |
| Remboursement du capital de la dette          | 157 820          | 161 452          | 141 766          |
| <b>Épargne nette (auto financement)</b>       | <b>105 721</b>   | <b>288 718</b>   | <b>375 652</b>   |
| Report N-1                                    |                  |                  | 776 157          |
| excédents cumulés                             |                  |                  | <b>1 293 575</b> |
| Dotations aux amortissements                  |                  |                  |                  |

Le tableau ci-dessus appelle les remarques suivantes :

Il illustre la bonne situation financière de la commune, puisque la capacité d'autofinancement augmente depuis 2015. Résultat obtenu grâce à une gestion rigoureuse et à une maîtrise des dépenses, que ce soit au niveau des dépenses à caractère général, que des dépenses de personnel. La diminution de la MSB se confirme.

La différence de produit fiscal entre 2015 et 2016 est due à un changement de mécanisme de prélèvement du FNGIR.

Cette gestion rigoureuse appliquée depuis 3 ans, nous permet aujourd'hui de dégager 1 293 575 € d'excédents de fonctionnement, qui sont ainsi disponibles pour envisager d'importants investissements en 2018.

### **3.1.1 La section fonctionnement**

Les charges à caractère générales se stabilisent à 750 000 €, on peut considérer que ce montant est l'étiage pour faire fonctionner la commune sans dégradation de services publics.

#### ➤ **Les charges de personnel**

Par rapport à 2016, les charges de personnel diminuent de 6.7 %. Plusieurs facteurs de variation :

- Les départs volontaires de personnels ;
- Les recrutements à des salaires inférieurs ;
- Les départs en retraite.

Effectifs de la Mairie : 60 agents dont 44 titulaires de fonction publique territoriale. Sur ces 60 agents 51 sont actifs.

#### ➤ **Les charges de fonctionnement courant :**

- le montant des dépenses est identique à celui de 2016, Nous retrouvons dans ces charges, l'entretien des bâtiments, de la voirie et des réseaux et le fonctionnement du ST.

#### ➤ **Les charges de l'enfance**

Ces charges, d'un montant de 1 277 567 €, couvrent le fonctionnement du périscolaire (accueil des loisirs), cantines, les fournitures scolaires, les études surveillées et les salaires correspondant.

### 3.1.2 La section investissement

| Commune de MONTRY - 77315                             |                  |                  |                |
|---|------------------|------------------|----------------|
| Budget ville - investissements                        |                  |                  |                |
| RECETTES  | 2015             | 2016             | 2017           |
| <b>13- Subventions d'investissement</b>               | <b>203 953</b>   | <b>514 721</b>   | <b>140 056</b> |
| <b>10-Dotations, fonds divers et réserves</b>         | <b>31 605</b>    | <b>54 950</b>    | <b>168 002</b> |
| 10222-FCTVA   | 12 078           | 16 724           | 96 071         |
| 10228-Taxe d'aménagement                              | 19 527           | 38 227           | 71 931         |
| <b>024-Produits de cessions</b>                       | <b>492 116</b>   | <b>0</b>         | <b>142 321</b> |
| <b>Total des recttes réelles</b>                      | <b>727 673</b>   | <b>569 671</b>   | <b>450 379</b> |
| 021-virement de la sect fct (résultat de clôture N-1) | 0                | 0                |                |
|   | <b>727 673</b>   | <b>569 671</b>   |                |
| <b>excédents section invest. N-1</b>                  | <b>567 235</b>   | <b>601 217</b>   | <b>380 608</b> |
| <b>Total Recettes d'investissements</b>               | <b>1 294 908</b> | <b>1 170 888</b> | <b>830 987</b> |
| <b>DEPENSES</b>                                       |                  |                  |                |
| <b>20- Immobilisations incorporelles</b>              | <b>0</b>         | <b>2 852</b>     | <b>46 348</b>  |
| <b>21-Immobilisations corporelles</b>                 | <b>158 045</b>   | <b>625 976</b>   | <b>458 167</b> |
| 23 - Immobilisation en cours                          |                  |                  |                |
| <b>16-Emprunts et dettes assimilées</b>               | <b>157 820</b>   | <b>161 452</b>   | <b>141 766</b> |
| <b>Dépenses réelles</b>                               | <b>315 865</b>   | <b>790 280</b>   | <b>646 281</b> |
|   | 359 902          | 0                |                |
|   | 17 924           | 0                |                |
| <b>TOTAL Dépenses d'investissements</b>               | <b>693 691</b>   | <b>790 280</b>   | <b>646 281</b> |
| <b>Résultat de l'exercice</b>                         | <b>601 217</b>   | <b>380 608</b>   | <b>184 706</b> |

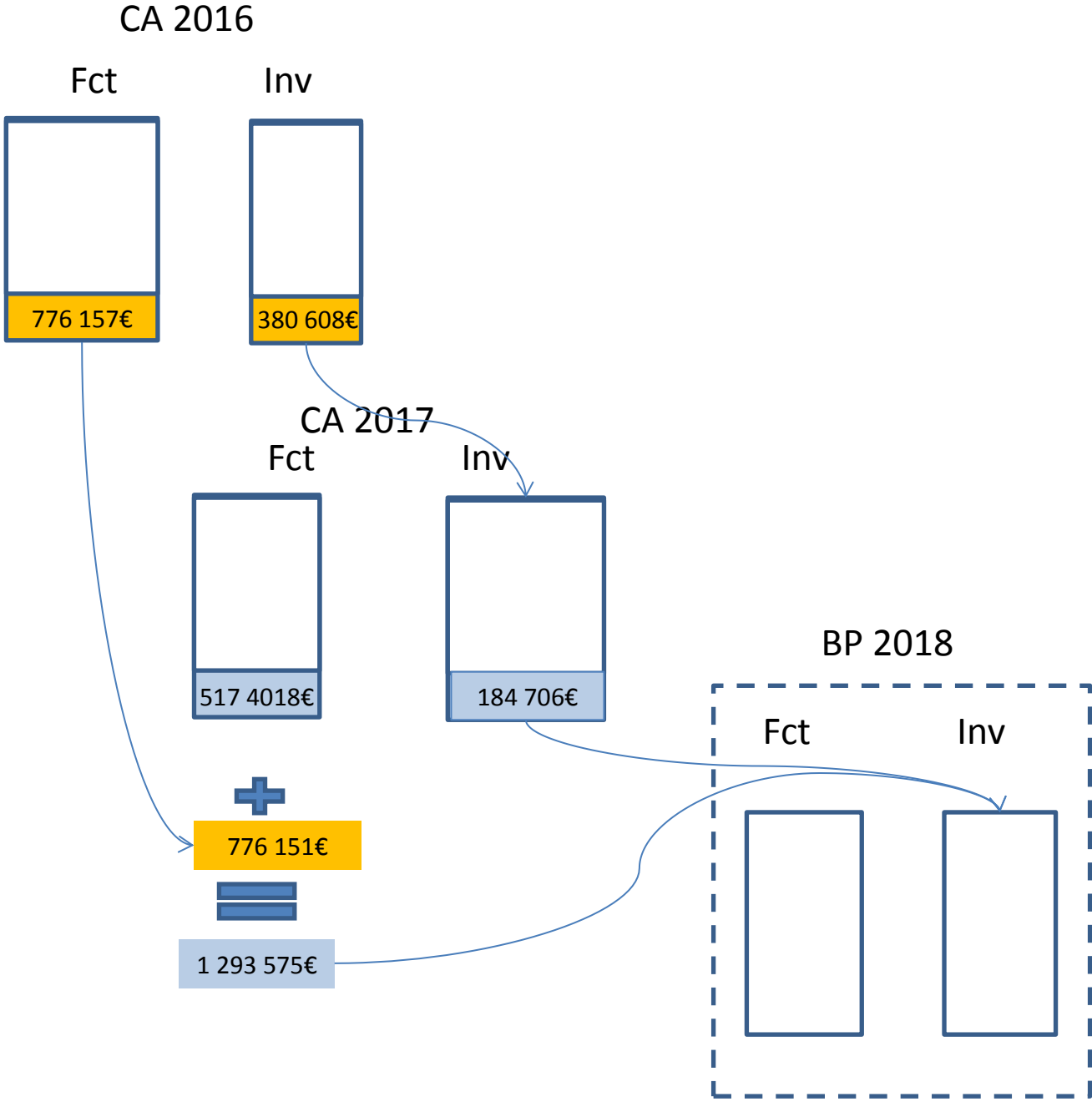
La politique d'économie d'énergie, d'entretien des espaces verts, des bâtiments publics se poursuit. En 2017, les travaux suivants ont été réalisés pour un montant de 458 167 € :

- Chaufferie Pergaud
- Nouvelle salle accueil des loisirs
- Les jeux des 2 écoles



- Cabanon pour les poubelles
- Sécurité des écoles
- Aménagement de la nouvelle classe Pergaud
- Réfection peinture centre de loisirs périscolaire
- Brise vue cours de l'école Pergaud
- Tracteur, gyrobroyeur, camionnette, désherbeur thermique
- Nouvelles fenêtres dans la salle du conseil + changement de portes
- Rampe pour la poste
- Sécurité rue docteur Roux (barrières + jardinières)
- Réfection de la voirie Place de l'église
- Entretien du clocher
- Stationnement + bordures pour zones d'évitements rue docteur Roux
- Marquage RD934
- Aménagement du cimetière route de Magny
- Remplacement du parc de reprographie et du serveur de la mairie
- Mobilier salle du conseil
- EPU aux LEDS
- Curage des fossés rd934
- Assainissement + réfection voirie partie haute Paul Doumer
- Eclairage salle Ponthieu
- Clôture du château d'eau

### 4. La chaîne des reports



## 5. Le budget 2018

Le budget 2018 est élaboré en respectant les quatre règles d'or suivantes :

- Équilibre de chacune des sections ;
- Sincérité budgétaire : recettes et dépenses doivent être correctement et sincèrement estimées : ni surestimées, ni sous estimées ;
- Maîtrise des dépenses ;
- Prévion d'autofinancement pour la section fonctionnement ;

Le budget 2018 ne comportera pas d'augmentation de la fiscalité communale. Ce budget est dans la continuité d'une gestion rigoureuse appliquée depuis 2015.

## 5.1 Section fonctionnement

| Commune de MONTRY - 77315                     |                  |                  |   |
|---|------------------|------------------|---|
| Budget ville - fonctionnement                 |                  |                  |   |
|   | Réalisé<br>2017  | BP 2018          |   |
| <b>Recettes</b>                               |                  |                  |   |
| <b>Produits des services (70)</b>             | <b>434 453</b>   | <b>425 675</b>   | redevances péri, EMS, cim, la Poste, salaire ass            |
| <b>Impôts et taxes (73)</b>                   | <b>1 982 891</b> | <b>1 989 862</b> |   |
| Produit fiscal                                | 1 663 406        | 1 680 000        | TH, TFB, TFNB   |
| Attribution de compensation                   | 300 368          | 295 862          | CCPC  |
| Autres recettes fiscales                      | 19 117           | 14 000           |   |
| <b>Dotations et participations (74)</b>       | <b>927 576</b>   | <b>915 987</b>   |   |
| Ensemble DGF                                  | 607 287          | 607 287          | Dotations ETAT  |
| Compensation exonération TA TF                | 37 078           | 32 000           | Dotations ETAT  |
| FDPTP   | 117 657          | 126 700          | Dotations Département                                       |
| Autres recettes                               | 29 046           |                  |   |
| Autres dotations et participations (7488)     | 136 508          | 150 000          | CAF, EMS dépt,...   |
| <b>Autres recettes de fonctionnement (75)</b> | <b>33 702</b>    | <b>34 000</b>    | Free, Orange, loyers immeubles, remboursements EdF, Saur... |
| <b>Divers (013)</b>                           | <b>175 903</b>   | <b>50 000</b>    | remboursements maladie (CAE en moins)                       |
| <b>Total recettes de gestion</b>              | <b>3 554 526</b> | <b>3 415 524</b> |   |
| Produits exceptionnels (78)                   | 4 722            | 0                |   |
| <b>Total recettes réelles</b>                 | <b>3 559 248</b> | <b>3 415 524</b> |   |
| <b>Dépenses</b>                               |                  |                  |   |
| <b>Dépenses de personnel (012)</b>            | <b>1 747 942</b> | <b>1 820 000</b> |   |
| <b>Charges à caractère général (011)</b>      | <b>751 239</b>   | <b>800 000</b>   |   |
| <b>Prélèvement FNGIR (014)</b>                | <b>282 097</b>   | <b>282 097</b>   |   |
| <b>Autres dépenses de fonctionnement (65)</b> | <b>157 714</b>   | <b>167 800</b>   | élus, collège, Asso, CCAS, caisse écoles                    |
| <b>Total dépenses de gestion</b>              | <b>2 938 992</b> | <b>3 069 897</b> |   |
| <b>Épargne de gestion</b>                     | <b>615 534</b>   | <b>345 627</b>   |   |
| <b>Charges exceptionnelles (67)</b>           | <b>602</b>       | <b>1 000</b>     |   |
| <b>Intérêts de la dette (66)</b>              | <b>102 236</b>   | <b>103 086</b>   |   |
| <b>Dépenses imprévues</b>                     |                  | <b>241 541</b>   |   |
| <b>Total dépenses réelles</b>                 | <b>3 041 830</b> | <b>3 415 524</b> |   |
| <b>Épargne brute (résultat de l'exercice)</b> | <b>517 418</b>   |                  |   |
| Report N-1                                    | 776 157          |                  |   |
| excédents cumulés                             | <b>1 293 575</b> | <b>241 541</b>   |   |
| Remboursement du capital de la dette          | 141 766          | 141 766          |   |
| <b>Épargne nette (auto financement)</b>       | <b>375 652</b>   | <b>99 775</b>    |   |
| Dotations aux amortissements                  |                  |                  |   |

Les dépenses imprévues représentent l'excédent prévisionnel.

## 5.2 Section investissement

| Commune de MONTRY - 77315                             |                |                  |
|---|----------------|------------------|
| Budget ville - investissements                        |                |                  |
| RECETTES  | CA 2017        | BP 2018          |
| 13- Subventions d'investissement                      | 140 056        | 0                |
| 10-Dotations, fonds divers et réserves                | 168 002        | 100 000          |
| 10222-FCTVA   | 96 071         | 70 000           |
| 10228-Taxe d'aménagement                              | 71 931         | 30 000           |
| 024-Produits de cessions                              | 142 321        | 0                |
| <b>Total des recettes réelles</b>                     | <b>450 379</b> | <b>100 000</b>   |
| 021-virement de la sect fct (résultat de clôture N-1) |                | 1 293 575        |
| <b>excédents section invest. N-1</b>                  | <b>380 608</b> | <b>184 706</b>   |
| <b>Total Recettes d'investissements</b>               | <b>830 987</b> | <b>1 578 281</b> |
| <b>DEPENSES</b>                                       |                |                  |
| 20- Immobilisations incorporelles                     | 46 348         | 7 000            |
| 21-Immobilisations corporelles                        | 458 167        | 1 042 828        |
| 16-Emprunts et dettes assimilées                      | 141 766        | 149 753          |
| <b>Dépenses réelles</b>                               | <b>646 281</b> | <b>1 199 581</b> |
| <b>TOTAL Dépenses d'investissements</b>               | <b>646 281</b> | <b>1 199 581</b> |
| <b>Solde</b>  | <b>184 706</b> | <b>378 700</b>   |

En 2018, nous constatons un niveau de recettes d'investissement faibles : 100 000 €. Par précaution nous avons inscrit zéros subvention dans la mesure où même si des dossiers de demandes sont en cours, les réponses officielles ne sont pas connues à ce jour.

Ce point fait comprendre l'importance de générer de l'autofinancement pour conserver des facultés d'investissements. En effet, les investissements se financent de quatre façons : par l'autofinancement, par les subventions, par la vente de patrimoine et par l'emprunt. Pour notre commune le recours à l'emprunt n'est pas souhaitable dans la mesure où notre taux d'endettement

est significatif. Il ne l'interdit pas, mais par choix politique nous nous y refusons. D'autant qu'il n'y a pas de projet à financer pour l'instant.

### Dotations aux amortissements

Pour la commune de MONTRY, la prise en compte des amortissements se fera sur les investissements réalisés en 2018, donc inscrits au budget 2019.

## 6. Encours de la dette

- Dette au 1<sup>er</sup> janvier 2018 : 2 971 984 €
- Dette par habitant : 824.62 €
- Moyenne de la strate : 685 €

Capacité de désendettement :

| 2017    | 2018     | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    |
|---------|----------|---------|---------|---------|---------|
| 5.7 ans | 10.8 ans | 9.7 ans | 9.1 ans | 7.1 ans | 6.3 ans |

La capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) représente le nombre d'années que mettrait la collectivité à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne brute à cet effet. Le plafond national de référence à prendre en compte pour notre commune est 12 années. Il ne doit pas être dépassé.

## 7. Les projets communaux 2018-2020

A compter de 2018, nous engageons une campagne de travaux de voirie important. Trois chantiers sont aujourd'hui programmés :

- Réfection des tapis de chaussée de l'avenue de la République, dans sa portion comprise entre l'avenue de la gare et le fond de l'impasse ;
- Réfection des tapis de chaussée de la Paul Doumer, dans sa portion comprise entre Aristide Briand et la rue Pascal ;
- Réfection des tapis de chaussée de la rue du Moutier, dans sa totalité.

Le coût de ces trois chantiers s'élève à 550 000 €.

Les autres travaux sont de moindre importance, mais participent à l'embellissement et au maintien des équipements publics :

|   |           |
|---|-----------|
| Terrains alignement Champs Forts            | 120 000 € |
| Remplacement fenêtres Mairie                | 20 000 €  |
| ADAP accessibilité Pergaud                  | 40 000 €  |
| Aménagement Salle du conseil                | 10 000 €  |
| Remplacement matériel Informatique          | 75 000 €  |
| Mobilier école (chaises, essuie mains élec) | 35 000 €  |
| Matériel ST                                 | 30 000 €  |
| Éclairage Public (Led)                      | 26 000 €  |
| Cimetière                                   | 5 000 €   |
| Berges du Morin                             | 25 000 €  |
| Fenêtres logements                          | 16 000 €  |
| Remise en état des sols des Algécos         | 7000 €    |

Les 120 000 € consacrés à l'alignement de la rue des Champs Forts pour l'acquisition des terrains par la commune est un préalable à la réfection de l'assainissement prévu en 2019. Ces travaux seront financés par le budget assainissement de la commune.

## 8. Prospective 2018-2022

| Commune de MONTRY - 77315                     |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Budget ville - fonctionnement                 |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
|   | 2017             | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
| <b>Recettes</b>                               |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b>Produits des services (70)</b>             | <b>434 453</b>   | <b>425 675</b>   | <b>438 445</b>   | <b>451 599</b>   | <b>465 147</b>   | <b>479 101</b>   |
| <b>Impôts et taxes (73)</b>                   | <b>1 982 891</b> | <b>1 989 862</b> | <b>2 006 862</b> | <b>2 015 862</b> | <b>2 085 862</b> | <b>2 105 862</b> |
| Produit fiscal                                | 1 663 406        | 1 680 000        | 1 711 000        | 1 720 000        | 1 790 000        | 1 810 000        |
| Attribution de compensation                   | 300 368          | 295 862          | 295 862          | 295 862          | 295 862          | 295 862          |
| Autres recettes fiscales                      | 19 117           | 14 000           | 14 000           | 14 000           | 14 000           | 14 000           |
| <b>Dotations et participations (74)</b>       | <b>927 576</b>   | <b>940 360</b>   | <b>946 493</b>   | <b>947 000</b>   | <b>947 000</b>   | <b>947 000</b>   |
| Ensemble DGF                                  | 607 287          | 613 360          | 619 493          | 620 000          | 620 000          | 620 000          |
| FDP taxe additionnelle                        | 29 046           | 20 000           | 20 000           | 20 000           | 20 000           | 20 000           |
| FDPTP   | 117 657          | 120 000          | 120 000          | 120 000          | 120 000          | 120 000          |
| Autres dotations et participations            | 136 508          | 150 000          | 150 000          | 150 000          | 150 000          | 150 000          |
| Compensation TH-TF                            | 37 078           | 37 000           | 37 000           | 37 000           | 37 000           | 37 000           |
| <b>Autres recettes de fonctionnement (75)</b> | <b>33 702</b>    | <b>34 000</b>    | <b>34 000</b>    | <b>34 000</b>    | <b>34 000</b>    | <b>34 000</b>    |
| <b>Divers (013)</b>                           | <b>175 903</b>   | <b>50 000</b>    | <b>50 000</b>    | <b>50 000</b>    | <b>50 000</b>    | <b>50 000</b>    |
| <b>Total recettes de gestion</b>              | <b>3 554 525</b> | <b>3 439 897</b> | <b>3 475 801</b> | <b>3 498 461</b> | <b>3 582 009</b> | <b>3 615 963</b> |
| Produits exceptionnels (78)                   | 4 722            | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| <b>Total recettes réelles</b>                 | <b>3 559 247</b> | <b>3 439 897</b> | <b>3 475 801</b> | <b>3 498 461</b> | <b>3 582 009</b> | <b>3 615 963</b> |
| <b>Dépenses</b>                               |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b>Dépenses de personnel (012)</b>            | <b>1 747 942</b> | <b>1 812 195</b> | <b>1 830 317</b> | <b>1 848 620</b> | <b>1 867 106</b> | <b>1 885 777</b> |
| <b>Charges à caractère général (011)</b>      | <b>751 239</b>   | <b>800 000</b>   | <b>800 000</b>   | <b>800 000</b>   | <b>800 000</b>   | <b>800 000</b>   |
| <b>Prélèvement FNGIR (014)</b>                | <b>282 097</b>   | <b>282 097</b>   | <b>282 097</b>   | <b>282 097</b>   | <b>282 097</b>   | <b>282 097</b>   |
| <b>Autres dépenses de fonctionnement (65)</b> | <b>157 714</b>   | <b>170 813</b>   | <b>172 521</b>   | <b>174 246</b>   | <b>175 989</b>   | <b>177 748</b>   |
| <b>Total dépenses de gestion</b>              | <b>2 938 992</b> | <b>3 065 105</b> | <b>3 084 935</b> | <b>3 104 963</b> | <b>3 125 192</b> | <b>3 145 623</b> |
| <b>Epargne de gestion</b>                     | <b>615 533</b>   | <b>374 792</b>   | <b>390 866</b>   | <b>393 497</b>   | <b>456 817</b>   | <b>470 340</b>   |
| <b>Charges exceptionnelles (67)</b>           | <b>602</b>       | <b>1 000</b>     | <b>500</b>       | <b>500</b>       | <b>500</b>       | <b>500</b>       |
| <b>Intérêts de la dette</b>                   | <b>102 236</b>   | <b>111 799</b>   | <b>111 800</b>   | <b>111 800</b>   | <b>111 800</b>   | <b>111 800</b>   |
| <b>Total dépenses réelles</b>                 | <b>3 041 830</b> | <b>3 177 904</b> | <b>3 197 235</b> | <b>3 217 263</b> | <b>3 237 492</b> | <b>3 257 923</b> |
| <b>Epargne brute (résultat de l'exercice)</b> | <b>517 417</b>   | <b>261 993</b>   | <b>278 566</b>   | <b>281 197</b>   | <b>344 517</b>   | <b>358 040</b>   |
| Remboursement du capital de la dette          | 141 766          | 141 766          | 141 766          | 141 766          | 141 766          | 141 766          |
| <b>Epargne nette (auto financement)</b>       | <b>375 651</b>   | <b>120 227</b>   | <b>136 800</b>   | <b>139 431</b>   | <b>202 751</b>   | <b>216 274</b>   |
| Dotations aux amortissements                  |                  |                  | 30 000           | 30 000           | 30 000           | 30 000           |

Ce tableau prospectif fait les hypothèses suivantes :

### Pour les recettes :

#### Produit fiscal

- Évolutions législatives des bases physiques et des valeurs locatives (TH, TF) ;
- Taux de fiscalité constant ;
- Intégrations des nouveaux logements (programme du Lochy)



#### Pour les dotations

- Les recettes liées aux dotations sont maintenues constante.

#### **Pour les dépenses**

- Les charges de personnel augmentent au taux de l'inflation ;
- Les dépenses à caractère général sont maintenues constantes, sauf inflation conséquente.

**Conclusions :** pour maintenir une épargne brute conséquente, capable de générer un autofinancement pour de l'investissement, il impératif de maintenir les dépenses de fonctionnement au niveau indiqué dans le tableau. Bien sûr, les recettes sont estimées avec prudence afin de rester dans la fourchette basse des évolutions des dotations (DGF) à venir. Il n'en reste pas moins que les recommandations gouvernementales incitent à toujours plus de vertu financière.

\*\*\*\*\*